

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 26/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE NOUVELLE SOGEPierre

Route de Dijon
21400 Chameçon

Références : 2026-035
Code AIOT : 0005400216

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE SOGEPierre implanté Chemin de Rochelimard 21400 Nod-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La carrière, située sur la commune de Nod-sur-Seine au lieu-dit "Bois de la Grande Combe", a été autorisée par arrêté préfectoral du 15 juin 1998 sur les parcelles cadastrales F2, F20, F21, F23 et F43.

Un dossier de cessation d'activité partielle a été déposé et concerne les parcelles cadastrales F2 et F43.

L'objectif de la présente visite d'inspection est de faire le suivi de la mise en demeure du 19 mars 2019 concernant la cessation partielle d'activité sur les parcelles cadastrales F2 et F43.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE NOUVELLE SOGEPIERRE
- Chemin de Rochelimard 21400 Nod-sur-Seine
- Code AIOT : 0005400216
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière Sogepierre, située sur la commune de Nod-sur-Seine, au lieu-dit "Le Bois de la Grande Combe", est autorisée par arrêté préfectoral pour l'extraction de roches ornementales depuis 1975. Au fil du temps, l'activité a été partiellement arrêtée sur certaines parcelles déjà exploitées, tandis qu'elle a été renouvelée sur d'autres. Plus récemment, l'autorisation d'exploiter a été reconduite par arrêté préfectoral du 23 octobre 2019, pour une durée de 30 ans.

La carrière est située dans un périmètre de protection éloignée de captage d'eau potable.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 19/03/2019, article 1	Sans objet
2	Cessation d'activité et mise en sécurité	Code de l'environnement du 15/09/2016, article 512-39-1	Sans objet
3	Détermination de l'usage futur	Code de l'environnement du 15/09/2016, article 512-39-2	Sans objet
4	Mémoire sur l'état du site et travaux	Code de l'environnement du 15/09/2016, article 512-39-3	Sans objet
5	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Nouvelle Sogepierre avait déposé un dossier de cessation d'activité partielle pour les parcelles F2 et F43 et un accusé de réception avait été établi le 15 septembre 2016 par les services de l'Etat. Ce dossier a été complété le 21 mars 2019 suite à la mise en demeure du 19 mars 2019.

La visite d'inspection a permis de constater que la remise en état a été réalisée conformément aux dispositions réglementaires applicables au site.

L'exploitant a donc déféré à la mise en demeure du 19 mars 2019.

Le présent rapport vaut Procès-Verbal de récolement au titre de l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement pour les parcelles F043 et F002 de la commune de Nod-sur-Seine. Ce procès-verbal ne vaut pas quitus. La cessation d'activité des ICPE des parcelles visées est réputée achevée et les terrains d'emprise considérés comme régulièrement réhabilités au titre du code de l'environnement pour un usage de renaturation (espace boisé).

Les terrains d'emprise visés dans le rapport relèvent désormais des articles L. 556-1 et R. 556-1 du code de l'environnement. Ainsi, pour tout changement d'usage des terrains, le maître d'ouvrage devra faire établir une étude de sol et une attestation dite ATTES-ALUR pour vérifier la compatibilité des milieux avec l'usage projeté (cf. articles L. 556-1 et R. 556-1 à R. 556-3 du code de

l'environnement). Ces documents devront être joints à toute demande de permis de construire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/03/2019, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation
Prescription contrôlée : La société Nouvelle SOGEPIERRE, RCS DIJON 522 743 285 00010, dont le siège social est situé à Chamesson - 21400 Châtillon-sur-Seine, est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de notifier la cessation d'activité de la carrière située à Nod-sur-Seine au lieu-dit "Le Bois de la Grande Combe" dans les conditions fixées par l'article R.512-39-1 du code de l'environnement et par l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 1998 susvié
Constats : L'exploitant a déposé un dossier de cessation d'activité et un accusé de réception a été transmis par l'administration le 15 septembre 2016. Suite à la mise en demeure, l'exploitant a complété son dossier le 21 mars 2019. Lors de la visite du 13 novembre 2025, l'inspection a constaté que les parcelles F2 et F43 ont été remises en état conformément aux dispositions réglementaires (cf. points de contrôle ci-dessous). L'exploitant a déféré à la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité et mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/09/2016, article 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : L'exploitant a notifié sa cessation d'activité et un accusé de réception a été transmis par l'administration le 15 septembre 2016. Suite à la mise en demeure, l'exploitant a complété son

dossier le 21 mars 2019.

L'exploitant a fait réaliser un bornage par un géomètre-expert afin d'identifier précisément les limites du site en exploitation ainsi que celles des parcelles cadastrales F2 et F43, destinées à être remises en état. La visite d'inspection a permis de constater que le site réaménagé est correctement mis en sécurité. Il a également été constaté que le site actuellement en exploitation est délimité par un portail et que des panneaux de signalisation sont installés à l'entrée.

OBSERVATION : Lors de la visite d'inspection, une carcasse de voiture a été retrouvée en forêt (cf. photo jointe au rapport). Il est demandé à l'exploitant de l'évacuer.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis des photos des premiers éléments retirés et a indiqué chercher un moyen d'intervenir sans impacter les boisements situés aux alentours de la voiture.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Détermination de l'usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/09/2016, article 512-39-2

Thème(s) : Risques chroniques, Détermination de l'usage futur

Prescription contrôlée :

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.

II. - Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable. L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.

III. - A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.

IV. - Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.

V. - Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur

l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.

Constats :

Dans le cadre de la remise en état, l'exploitant a sollicité l'avis du propriétaire des terrains. Celui-ci a transmis un courrier le 29 septembre 2015 exprimant un avis favorable, lequel a été présenté à l'inspection.

La visite d'inspection a permis de constater que les parcelles F2 et F43 ont été réaménagées pour un usage de renaturation (espace boisé) comme indiqué dans le code l'environnement à l'article D556-1 A 7° *"impliquant une désartificialisation ou des opérations de restauration ou d'amélioration de la fonctionnalité des sols, notamment des opérations de désimperméabilisation, à des fins de développement d'habitats pour les écosystèmes"*.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mémoire sur l'état du site et travaux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/09/2016, article 512-39-3

Thème(s) : Risques chroniques, Mémoire sur l'état du site et travaux

Prescription contrôlée :

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

II. - Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

III. - Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. L'inspecteur des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

Constats :

L'exploitant a déposé un dossier de cessation d'activité, dont la réception a été accusée par l'administration. Il a ensuite complété ce dossier le 21 mars 2019. Au vu de ces compléments, l'inspection considère que l'exploitant a satisfait aux exigences de la prescription visée, en transmettant un mémoire précisant les mesures mises en œuvre ou prévues afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, compte tenu du ou des types d'usage envisagés pour le site de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/1998, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état

Prescription contrôlée :

Principes :

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Il notifie l'achèvement de chaque phase de remise en état à la DRIRE, et justifie de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans cotés, photographies,...)

En cas d'inobservation des obligations de remises en état, toute nouvelle autorisation d'exploitation peut être refusée.

Modalités de remise en état :

La remise en état progressive du site nécessite la réalisation des dispositions suivantes:

- les déchets d'exploitation sont disposés en fond de fouille, compactés et nivelés
 - les stériles de découverte et en dernier lieu la terre végétale sont régalés sur le remblai aux fins d'un reboisement. Les plantations sont effectuées en liaison avec les services de la DDAF
- Les travaux de remblaiement s'effectuent progressivement à l'avancement des travaux d'extraction.

En fin d'exploitation, l'ensemble de l'emprise est nettoyé, les infrastructures sont supprimées.

Constats :

Rappel du constat réalisé lors de la visite d'inspection du 23/10/2015 :

Les travaux de remblaiement avaient été effectués progressivement à l'avancement de l'exploitation. La terre avait été régalée sur les remblais. Pour mener son contrôle, l'inspection s'était appuyée notamment sur les coupes schématiques qui figurent en annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'inspection avait noté qu'une végétation d'implantation naturelle avait repris ses droits et que la topographie du site était différente de ce qui était prévue initialement sur le site (présence d'un pierrier). L'inspection avait demandé à l'exploitant, s'il souhaitait conserver les terrains en l'état, de transmettre l'avis du propriétaire des terrains.

Constat de la visite du 13/11/2025 :

L'avis favorable du propriétaire des terrains a été transmis à l'exploitant et présenté à l'inspection. La visite d'inspection du 13 novembre 2025 a permis de confirmer la reprise de la végétation sur les parcelles F2 et F43 (actuellement un boisement), conformément à l'avis du propriétaire, ainsi que le bon niveau de sécurité au niveau de ces parcelles.

Le présent rapport vaut Procès-Verbal de récolement au titre de l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement pour les parcelles F043 et F002 de la commune de Nod-sur-Seine. Ce procès-verbal ne vaut pas quitus. La cessation d'activité des ICPE des parcelles visées est réputée achevée et les terrains d'emprise considérés comme régulièrement réhabilités au titre du code de l'environnement pour un usage de renaturation (espace boisé).

Les terrains d'emprise visés dans le rapport relèvent désormais des articles L. 556-1 et R. 556-1 du code de l'environnement. Ainsi, pour tout changement d'usage des terrains, le maître d'ouvrage devra faire établir une étude de sol et une attestation dite ATTES-ALUR pour vérifier la compatibilité des milieux avec l'usage projeté (cf. articles L. 556-1 et R. 556-1 à R. 556-3 du code de l'environnement). Ces documents devront être joints à toute demande de permis de construire.

Type de suites proposées : Sans suite